

Montréal, le 10 février 2023

M. Jean-François Simard
Président
Commission des Finances publiques
1035, rue des Parlementaires, 3^e étage
Québec (Québec)
G1A 1A3

cfp@assnat.qc.ca

Objet : Consultation sur le Régime de rentes du Québec

M. Simard,

Manufacturiers et Exportateurs du Québec (MEQ) suit avec attention les travaux qui se déroulent présentement à la Commission des finances publiques (CFP) sur l'avenir du Régime de rentes du Québec (RRQ). Cette consultation est importante pour permettre à notre société de s'adapter aux enjeux démographiques et économiques du Québec. Nous souhaitons donc faire part aux membres de la CFP de nos observations sur le sujet.

Les facteurs qui influencent la prise de la retraite ont beaucoup évolué depuis la dernière consultation sur le RRQ. Pensons notamment au vieillissement de la population, à l'espérance de vie qui continue de s'allonger, mais surtout à l'évolution du marché du travail. En effet, nous traversons actuellement une importante pénurie de main-d'œuvre qui affecte la majorité des secteurs économiques et l'ensemble des régions du Québec. Pour le secteur manufacturier uniquement, il y avait 29 970 postes vacants dans le secteur de la fabrication au Québec au troisième trimestre de 2022. Le défi est de taille pour nos entreprises et notre économie plus globalement.

Selon un [sondage de MEQ](#), 98 % des 300 entreprises sondées affirment avoir des postes vacants. D'ailleurs, pas moins de 7G\$ ont été laissés sur la table au Québec dans la dernière année en raison de la pénurie de main-d'œuvre qui persiste dans le secteur manufacturier. De ce nombre, 4G\$ représentent des pertes entraînées par des contrats refusés et des retards accumulés et 3G\$ constituent des pertes résultant d'investissements retardé ou annulé.

Selon ce même sondage, au cours de la dernière année, près d'une entreprise manufacturière sur trois (30%) a pensé déménager une partie de ses activités à l'étranger ou donner davantage de contrats à l'étranger. La majorité d'entre elles ressent les conséquences de la pénurie de main-d'œuvre en constatant des retards de livraison (82%), une augmentation des coûts (73%) et une insatisfaction des clients (62%).

Avec le taux de chômage le plus faible au Canada, le gouvernement du Québec doit donc s'assurer d'utiliser l'ensemble des leviers qu'il a en main pour faire face à la pénurie de main-d'œuvre. En ce sens, MEQ considère qu'il est important de favoriser la participation de l'ensemble des travailleurs disponibles au marché du travail, incluant les travailleurs expérimentés.

Les paramètres qui définissent le RRQ sont déterminants pour plusieurs travailleurs au moment de planifier leur retraite. Il est donc normal de s'y attarder dans le contexte actuel. Nous accueillons notamment positivement la volonté de revoir l'âge minimal et maximal d'admissibilité pour recevoir la rente, tout en maintenant à 65 ans l'âge pour recevoir la pleine rente. Nous sommes donc favorables d'hausser graduellement l'âge minimal d'admissibilité à la rente du RRQ à 62 ans et l'âge maximal à 72 ans. Cela pourrait permettre de favoriser le maintien en emploi de travailleurs qui sont encore en mesure de contribuer au marché du travail.

En parallèle à cette consultation sur le RRQ, les parlementaires doivent réfléchir à la mise en place de nouveaux incitatifs fiscaux ou d'une bonification de ceux qui existent déjà afin de permettre aux travailleurs expérimentés de mieux voir les fruits du travail qu'ils accomplissent.

Nous espérons que les commentaires que nous vous avons transmis vous permettront d'alimenter votre réflexion sur le sujet.

Veillez agréer l'expression de nos sentiments les meilleurs,



Véronique Proulx
Présidente-directrice générale
Manufacturiers et Exportateurs du Québec

cc. Eric Girard, ministre des Finances

Frédéric Beauchemin, porte-parole de l'Opposition officielle en matière de finances, d'économie et d'innovation

Haroun Bouazzi, porte-parole du 2^e groupe d'opposition en matière de finances, d'économie et d'innovation

Paul St-Pierre-Plamondon, chef du 3^e groupe d'opposition et porte-parole en matière de finances, d'économie et d'innovation